

Sommaire

Procédures et méthodes	5
Délibéré	9
Synthèse	11
Récapitulatif des recommandations	17
Introduction	19
Chapitre I Les ambitions du législateur tardent à se concrétiser et le pilotage de cette politique se révèle défailant	25
I - Le législateur a dessiné un cadre ambitieux pour la protection de l'enfance, qui reste en partie inappliqué.....	25
A - La protection de l'enfance représente un enjeu social majeur.....	25
B - Les lois de 2007 et de 2016 sur la protection de l'enfance affirmaient une ambition forte	28
C - La mise en œuvre du cadre législatif demeure largement inachevée	31
D - La stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance 2020- 2022 constitue une nouvelle étape non aboutie	34
II - Le pilotage national de la protection de l'enfance apparaît fragmenté et inefficace	35
A - Mal coordonnées, les instances de pilotage national remplissent difficilement leur mission.....	37
B - Le dispositif statistique n'est pas adapté aux enjeux de la protection de l'enfance qui manque d'outils partagés	42
C - La gouvernance de la protection de l'enfance doit être clarifiée et simplifiée	48
III - Le pilotage local de la protection de l'enfance ne dispose pas de réel levier.....	50
A - Le schéma départemental de la protection de l'enfance a du mal à trouver sa place.....	50
B - L'organisation de la justice est peu opérationnelle et la concertation avec les départements insuffisante	51
C - La coordination des services de l'État au niveau départemental se révèle inexistante	57
D - Des disparités territoriales persistantes	58
Chapitre II La réactivité des acteurs locaux est insuffisante pour garantir la qualité de la prise en charge des enfants	63
I - Les départements tardent à s'adapter aux nouveaux enjeux de prise en charge	63
A - L'organisation des départements ne correspond toujours pas aux enjeux actuels.....	63
B - Le dispositif d'accompagnement s'adapte trop lentement aux besoins des enfants.....	65

C - L'accueil et la prise en charge des jeunes se déclarant mineurs non accompagnés sont devenus des enjeux majeurs pour les départements.....	69
II - Les opérateurs doivent devenir des acteurs à part entière de cette politique.....	71
A - Trop souvent, les opérateurs publics sont porteurs de lourdeurs et de complexité.....	71
B - Les mutations du secteur privé, majoritairement associatif, doivent être encouragées.....	72
C - Dans le public comme dans le privé, les ressources humaines représentent un enjeu pour l'avenir.....	74
D - Le renforcement de l'évaluation et du contrôle des opérateurs s'avère indispensable.....	76
III - Le partenariat entre le département et ses opérateurs ne dispose pas de leviers à la hauteur des enjeux.....	79
A - La prise en charge des enfants ne fait pas l'objet d'une définition partagée.....	79
B - Des outils de structuration de l'offre pourraient être mieux utilisés.....	81
Chapitre III L'intérêt de l'enfant exige une prise en charge précoce et un accompagnement dans la durée.....	87
I - Alors que l'intérêt de l'enfant exige une intervention précoce, les délais tendent à s'empiler.....	87
A - La prévention demeure marginale.....	88
B - Le traitement des informations préoccupantes reste trop long.....	89
C - Les délais dans la prise de décision d'une mesure de protection tendent à s'empiler.....	92
D - L'accueil d'urgence est opérationnel mais la recherche d'une orientation adaptée reste difficile.....	95
E - L'évaluation de minorité et d'isolement des jeunes se déclarant MNA doit être professionnalisée.....	96
II - Le parcours de l'enfant doit être sécurisé.....	99
A - Le projet pour l'enfant reste insuffisamment utilisé.....	100
B - Une clarification des relations avec les parents est nécessaire.....	102
C - Le suivi du parcours par les professionnels est à améliorer.....	106
D - Des progrès restent à accomplir dans la prise en compte de la santé des enfants.....	108
III - L'avenir des enfants protégés doit être mieux préparé.....	112
A - Le suivi du parcours scolaire et de la formation des enfants protégés se révèle défaillant.....	112
B - La sortie du dispositif de protection de l'enfance pâtit des lacunes de l'accompagnement.....	114
C - Les enjeux de droit au séjour et d'accès à la nationalité des MNA sont insuffisamment suivis.....	119
Conclusion générale.....	123
Liste des abréviations.....	125
Annexes.....	127